

Pau, le 21 juin 2023

ARRETE N°AP-2023-0307

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, et R.412-28 ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Considérant les aménagements réalisés dans le cadre de la rénovation de l'entrée Est de la ville ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation sur l'avenue Saint-Jammes ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Un sens unique de circulation est instauré avenue Saint-Jammes, dans le sens avenue des Lilas vers l'avenue du Général de Gaulle.

ARTICLE 2 – Les conducteurs circulant avenue Saint-Jammes doivent céder le passage aux cyclistes roulant sur la piste cyclable de l'avenue du Général de Gaulle et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 3 – Les conducteurs circulant avenue Saint-Jammes et débouchant sur l'avenue du Général de Gaulle, doivent marquer un temps d'arrêt à la limite de la chaussée abordée, céder le passage aux véhicules roulant sur cette dernière voie et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 4 – Les conducteurs des véhicules circulant avenue Saint-Jammes ont l'interdiction de tourner à gauche pour emprunter l'avenue du Général De Gaulle.

ARTICLE 5 – Tout conducteur circulant sur l'avenue Saint-Jammes est tenu de réduire son allure à la vitesse maximale de 30km/h.

ARTICLE 6 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 7 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 9 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

03 JUL. 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire